



HAL
open science

Andrea Liverani, Civil Society in Algeria. The political functions of associational life, London and New York, Routledge, Studies in Middle Eastern Politics, 2008, 215 pages

Myriam Aït-Aoudia

► **To cite this version:**

Myriam Aït-Aoudia. Andrea Liverani, Civil Society in Algeria. The political functions of associational life, London and New York, Routledge, Studies in Middle Eastern Politics, 2008, 215 pages. Politique africaine, 2012, 125, pp.243-244. halshs-00978862

HAL Id: halshs-00978862

<https://shs.hal.science/halshs-00978862>

Submitted on 4 Jul 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

LIVERANI (Andrea) *Civil Society in Algeria. The Political Functions of Associational Life*
Londres/New York, Routledge, coll. « Studies in Middle Eastern Politics », 2008, 224 p.

Myriam AIT-AOUDIA

Centre Émile Durkheim, Sciences Po Bordeaux

Politique Africaine, no 125, 2012

Le mouvement associatif algérien est l'un des plus importants du monde arabe. Dans un ouvrage issu de sa thèse de doctorat, Andrea Liverani propose d'en étudier les fonctions politiques depuis le milieu des années 1980. Son enquête empirique est particulièrement dense. Elle est composée d'entretiens avec des responsables associatifs et politiques, des fonctionnaires du ministère de l'Action sociale et de la Solidarité nationale, des donateurs algériens et étrangers et des membres d'ONG occidentales, d'une part, de divers documents (rapports de donateurs, statistiques gouvernementales, programmes et comptes rendus d'activités) d'autre part, et enfin de l'ensemble des textes réglementaires et législatifs encadrant le monde associatif.

Adossé à ce matériau original jamais mobilisé jusque-là, l'auteur s'oppose frontalement aux travaux académiques et aux discours largement diffusés par les associations et les pourvoyeurs de fonds, qui affirment le rôle positif – et indispensable – de la société civile dans les processus de démocratisation, pour montrer qu'elle contribue au contraire à la conservation de l'ordre autoritaire. Il mobilise pour cela la notion d'« État faible » de Joel Migdal, qui repose sur le constat de l'incapacité du régime à contenir la violence terroriste, c'est-à-dire à maintenir le monopole de la violence et à assurer la sécurité de la population. Selon Liverani, le régime pallie cette impuissance en soutenant les très nombreuses associations (70000) qui lui assurent en retour une légitimité. Par divers appuis matériels et politiques offerts aux associations, il parvient à renforcer le consentement des citoyens (engagés ou pas). Leur financement est ainsi assuré par les fruits de la rente pétrolière, en échange d'une loyauté politique – échange non explicitement revendiqué par les responsables administratifs et politiques des structures administratives locales et nationales. Les membres des associations sont ainsi intégrés dans de nombreux réseaux clientélares particulièrement efficaces. En effet, la répression que subissaient, au lendemain de l'indépendance, ceux qui s'engageaient dans la société civile a progressivement fait place, à partir de la reconnaissance du pluralisme partisan à la fin des années 1980, à un soutien étatique fort. L'auteur insiste notamment sur l'évolution des relations entre les partis et les associations : si les alliances et les réseaux interpersonnels étaient solides dans un premier temps (surtout dans les années 1980), elles deviennent progressivement conflictuelles. Dans ce cadre, la vitalité du secteur associatif affaiblit dans un second temps le rôle des partis dans la mobilisation

citoyenne. En mettant au jour ce succès de la société civile, l'auteur propose en creux une nouvelle acception du régime algérien, particulièrement du rapport État-citoyens, fondé non pas sur la représentation politique assurée par les partis, mais sur l'engagement dans la société civile.

S'il est indéniable que l'analyse (fonctionnaliste) du mouvement associatif comme pierre angulaire du renforcement du régime algérien semi-autoritaire est stimulante et ouvre une piste pour étudier d'autres configurations nationales du même type, on peut toutefois regretter que l'auteur ne discute pas outre mesure les autres facteurs potentiels de stabilisation du pouvoir, notamment celui de la victoire militaire incontestable de l'État – qui ne répond alors pas aux critères de « faiblesse » repris par l'auteur – contre le terrorisme islamiste qui a bouleversé l'ordre politique et social du pays pendant plus d'une décennie. Le rôle des partis, essentiellement appréhendé au prisme de la relation avec les associations, est par ailleurs sous-évalué : on pense aux principaux débats politiques qu'ils ont initiés depuis une vingtaine d'années (rôle de l'islam politique, lutte contre la corruption, réforme de l'éducation nationale, transparence des élections, etc.) et à leur contestation permanente du fonctionnement du régime, qui ont, quelquefois, fait fléchir les gouvernements.